

Les conditions générales de vente de ce site sont conformes aux dispositions des articles R.211-5 à R.211-13 du Code du Tourisme, reproduits ci-dessous en application de l'article R.211-14 du Code du Tourisme Extrait du Décret n°94-490 du 15 juin 1994 pris en application de la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours Titre VI : De la vente de voyages ou de séjours.

Article 95 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V)

Sous réserve des exclusions prévues au deuxième alinéa (a et b) de l'article 14 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, toute offre et toute vente de prestations de voyages ou de séjours donnent lieu à la remise de documents appropriés qui répondent aux règles définies par le présent titre.

En cas de vente de titres de transport aérien ou de titres de transport sur ligne régulière non accompagnée de prestations liées à ces transports, le vendeur délivre à l'acheteur un ou plusieurs billets de passage pour la totalité du voyage émis par le transporteur ou sous sa responsabilité. Dans le cas de transport à la demande, le nom et l'adresse du transporteur, pour le compte duquel les billets sont émis, doivent être mentionnés.

La facturation séparée des divers éléments d'un même forfait touristique ne soustrait pas le vendeur aux obligations qui lui sont faites par le présent titre.

Article 96 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V)

Préalablement à la conclusion du contrat et sur la base d'un support écrit, portant sa raison sociale, son adresse et l'indication de son autorisation administrative d'exercice, le vendeur doit communiquer au consommateur les informations sur les prix, les dates et les autres éléments constitutifs des prestations fournies à l'occasion du voyage ou du séjour tels que :

1° La destination, les moyens, les caractéristiques et les catégories de transports utilisés,

2° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son homologation et son classement touristique correspondant à la réglementation ou aux usages du pays d'accueil ;

3° Les repas fournis ;

4° La description de l'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;

5° Les formalités administratives et sanitaires à accomplir en cas, notamment, de franchissement des frontières ainsi que leurs délais d'accomplissement ;

6° Les visites, excursions et les autres services inclus dans le forfait ou éventuellement disponibles moyennant un supplément de prix ;

7° La taille minimale ou maximale du groupe permettant la réalisation du voyage ou du séjour ainsi que, si la réalisation du voyage ou du séjour est subordonnée à un nombre minimal de participants, la date limite d'information du consommateur en cas d'annulation du voyage ou du séjour ; cette date ne peut être fixée à moins de vingt et un jours avant le départ ;

8° Le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte à la conclusion du contrat ainsi que le calendrier de paiement du solde ;

9° Les modalités de révision des prix telles que prévues par le contrat en application de l'article 100 du présent décret ;

10° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;

11° Les conditions d'annulation définies aux articles 101, 102 et 103 ci-après ;

12° Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties souscrites au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle des agences de voyages et de la responsabilité civile des associations et organismes sans but lucratif et des organismes locaux de tourisme ; 13° L'information concernant la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation ou d'un contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie.

Article 97 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V)

L'information préalable faite au consommateur engage le vendeur, à moins que dans celle-ci le vendeur ne se soit réservé expressément le droit d'en modifier certains éléments. Le vendeur doit, dans ce cas, indiquer clairement dans quelle mesure cette modification peut intervenir et sur quels éléments.

En tout état de cause, les modifications apportées à l'information pré-

lable doivent être communiquées par écrit au consommateur avant la conclusion du contrat.

Article 98 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V)

Le contrat conclu entre le vendeur et l'acheteur doit être écrit, établi en double exemplaire dont l'un est remis à l'acheteur, et signé par les deux parties. Il doit comporter les clauses suivantes :

1° Le nom et l'adresse du vendeur, de son garant et de son assureur ainsi que le nom et l'adresse de l'organisateur ;

2° La destination ou les destinations du voyage et, en cas de séjour fractionné, les différentes périodes et leurs dates ;

3° Les moyennes, les caractéristiques et les catégories des transports utilisés, les dates, heures et lieux de départ et de retour ;

4° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son classement touristique en vertu des réglementations ou des usages du pays d'accueil ;

5° Le nombre de repas fournis ;

6° L'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;

7° Les visites, les excursions ou autres services inclus dans le prix total du voyage ou du séjour ;

8° Le prix total des prestations facturées ainsi que l'indication de toute révision éventuelle de cette facturation en vertu des dispositions de l'article 100 ci-après ;

9° L'indication, s'il y a lieu, des redevances ou taxes afférentes à certains services telles que taxes d'atterrissage, de débarquement ou d'embarquement dans les ports et aéroports, taxes de séjour lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix de la ou des prestations fournies ;

10° Le calendrier et les modalités de paiement du prix ; en tout état de cause, le dernier versement effectué par l'acheteur ne peut être inférieur à 30 p. 100 du prix du voyage ou du séjour et doit être effectué lors de la remise des documents permettant de réaliser le voyage ou le séjour ;

11° Les conditions particulières demandées par l'acheteur et acceptées par le vendeur ;

12° Les modalités selon lesquelles l'acheteur peut saisir le vendeur d'une réclamation pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat, réclamation qui doit être adressée dans les meilleurs délais, par lettre recommandée avec accusé de réception au vendeur, et signalée par écrit, éventuellement, à l'organisateur du voyage et au prestataire de services concernés ;

13° La date limite d'information de l'acheteur en cas d'annulation du voyage ou du séjour par le vendeur dans le cas où la réalisation du voyage ou du séjour est liée à un nombre minimal de participants, conformément aux dispositions du 7° de l'article 96 ci-dessus ;

14° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;

15° Les conditions d'annulation prévues aux articles 101, 102 et 103 ci-dessus ;

16° Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle du vendeur ;

17° Les indications concernant le contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation souscrit par l'acheteur (numéro de police et nom de l'assureur), ainsi que celles concernant le contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ; dans ce cas, le vendeur doit remettre à l'acheteur un document précisant au minimum les risques couverts et les risques exclus ;

18° La date limite d'information du vendeur en cas de cession du contrat par l'acheteur ;

19° L'engagement de fournir, par écrit, à l'acheteur, au moins dix jours avant la date prévue pour son départ, les informations suivantes :

a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale du vendeur ou, à défaut, les noms, adresses et numéros de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider le consommateur en cas de difficulté, ou, à défaut, le numéro d'appel permettant d'établir de toute urgence un contact avec le vendeur ; b) Pour les voyages et séjours de mineurs à l'étranger, un numéro de téléphone et une adresse permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour.

Article 99 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V) JORF 7 octobre 2006

L'acheteur peut céder son contrat à un cessionnaire qui remplit les mêmes conditions que lui pour effectuer le voyage ou le séjour, tant que ce contrat n'a produit aucun effet.

Sauf stipulation plus favorable au cédant, celui-ci est tenu d'informer le vendeur de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard sept jours avant le début du voyage. Lorsqu'il s'agit d'une croisière, ce délai est porté à quinze jours. Cette cession n'est soumise, en aucun cas, à une autorisation préalable du vendeur.

Article 100 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V) JORF 7 octobre 2006

Lorsque le contrat comporte une possibilité expresse de révision du prix, dans les limites prévues à l'article 19 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, il doit mentionner les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse, des variations des prix, et notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes, la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la variation, le cours de la ou des devises retenu comme référence lors de l'établissement du prix figurant au contrat.

Article 101 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V) JORF 7 octobre 2006

Lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve contraint d'apporter une modification à l'un des éléments essentiels du contrat tel qu'une hausse significative du prix, l'acheteur peut, sans préjuger des recours en réparation pour dommages éventuellement subis, et après en avoir été informé par le vendeur par lettre recommandée avec accusé de réception :

soit résilier son contrat et obtenir sans pénalité le remboursement immédiat des sommes versées ;

soit accepter la modification ou le voyage de substitution proposé par le vendeur ; un avenant au contrat précisant les modifications apportées est alors signé par les parties ; toute diminution de prix vient en déduction des sommes restant éventuellement dues par l'acheteur et, si le paiement déjà effectué par ce dernier excède le prix de la prestation modifiée, le trop-perçu doit lui être restitué avant la date de son départ.

Article 102 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V) JORF 7 octobre 2006

Dans le cas prévu à l'article 21 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur annule le voyage ou le séjour, il doit informer l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception ; l'acheteur, sans préjuger des recours en réparation des dommages éventuellement subis, obtient auprès du vendeur le remboursement immédiat et sans pénalité des sommes versées ; l'acheteur reçoit, dans ce cas, une indemnité au moins égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation était intervenue de son fait à cette date.

Les dispositions du présent article ne font en aucun cas obstacle à la conclusion d'un accord amiable ayant pour objet l'acceptation, par l'acheteur, d'un voyage ou séjour de substitution proposé par le vendeur.

Article 103 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V)

Lorsque, après le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve dans l'impossibilité de fournir une part prépondérante des services prévus au contrat représentant un pourcentage non négligeable du prix honoré par l'acheteur, le vendeur doit immédiatement prendre les dispositions suivantes sans préjuger des recours en réparation pour dommages éventuellement subis :

soit proposer des prestations en remplacement des prestations prévues en supportant éventuellement tout supplément de prix et, si les prestations acceptées par l'acheteur sont de qualité inférieure, le vendeur doit lui rembourser, dès son retour, la différence de prix ;

soit, s'il ne peut proposer aucune prestation de remplacement ou si celles-ci sont refusées par l'acheteur pour des motifs valables, fournir à l'acheteur, sans supplément de prix, des titres de transport pour assurer son retour dans des conditions pouvant être jugées équivalentes vers le lieu de départ ou vers un autre lieu accepté par les deux parties.

Article 104 (abrogé au 8 octobre 2006)

Modifié par Décret n°2004-989 du 17 septembre 2004 - art. 1 JORF 19 septembre 2004

Abrogé par Décret n°2006-1229 du 6 octobre 2006 - art. 6 (V)

Les dispositions des articles 95 à 103 du présent décret doivent obligatoirement figurer sur les brochures et les contrats de voyages proposés par

les personnes visées à l'article 1er de la loi du 13 juillet 1992 susvisée.

Les présentes conditions générales de vente constituent le cadre des engagements contractuels et financiers proposés par Maestria Events à ses Clients. Toute commande implique l'acceptation des conditions générales de vente, à savoir :

Article 1 – Cahier des charges

Toute intervention de Maestria Events fait l'objet d'un cahier des charges personnalisé correspondant au projet explicité par le client. Le cahier des charges est un descriptif de la manifestation, il comporte la désignation et le type de prestations ainsi que les modalités et coûts y afférents.

A la remise du cahier des charges, le client a 48h pour en modifier le contenu. En cas contraire, il sera considéré comme accepté et servira de référent permanent entre les deux parties.

Article 2 - Réservation de des prestations et conditions de paiement

La réservation des prestations se fait exclusivement par le Client auprès de Maestria Events par la réalisation de tous les éléments suivants :

- signature par les deux Parties du Contrat de prestation de service établi par Maestria Events

- réception du règlement d'arrhes, représentant 50 % du montant du total du contrat si le contrat est signé plus de 60 jours avant le début des prestations et 70 % s'il est signé moins de 60 jours avant le début des prestations.

Le solde sera réglé huit jours avant le début des prestations sur présentation de facture.

Le cas échéant, un dernier versement incluant la consommation exacte des boissons, les heures supplémentaires et éventuellement les pertes et détériorations du matériel de location sera dû à réception de facture dans les huit jours suivant la manifestation.

Un avenant pourra être signé pour les prestations hors contrat et/ou toute modification des prestations prévues telles qu'elles résultent de l'accord entre les parties. Aucun escompte ne sera effectué en cas de règlement anticipé. En cas de règlement tardif, des pénalités de retard seront appliquées au taux de refinancement de la BCE majoré de 7 points.

Le Client demeure l'organisateur de la manifestation, même dans le cas où Maestria Events est l'interlocuteur unique des prestataires nécessaires à la réalisation de la manifestation et assume en conséquence l'entière responsabilité de la manifestation en tant qu'organisateur.

Article 4 – Obligations de Maestria Events

Maestria Events s'engage à tout mettre en œuvre pour répondre au cahier des charges mais ne pourra être tenue pour responsable des éventuels manquements de l'un des prestataires choisis par le Client, ni du résultat global de la manifestation. Elle devra rendre compte régulièrement de l'avancée de la manifestation et indiquer au Client ses obligations en matière de publicité et d'enregistrement de la manifestation ainsi que ses charges éventuelles en matière de droits d'auteur. En cas de dépassement du budget prévu contractuellement, Maestria Events devra en aviser le Client et lui proposer les solutions les plus adaptées.

Article 5 – Obligations du Client

Le Client s'engage à respecter scrupuleusement ses obligations en matière de publicité et d'enregistrement et à payer les éventuelles charges en matière de droits d'auteur.

Il s'oblige à respecter le cahier des charges, à payer le prix de la prestation et à honorer les modalités de paiement contractuelles.

Il s'interdit de faire appel directement aux prestataires proposés par Maestria Events dans le cadre de la manifestation décrite dans le contrat.

Si le Client fait appel directement à des prestataires prévus dans le contrat sans consultation de Maestria Events, il ne sera pas pour autant déchargé de ses obligations financières sur ces différents postes qui entreront dans le calcul final des honoraires dus, sur la base des devis initialement proposés par Maestria Events au Client. En pareille circonstance, Maestria Events se trouve, de fait, déchargée de son obligation de coordination des prestataires concernés, tant dans la préparation de la manifestation que dans son exécution.

Article 6 – Annulation du contrat

Le contrat se trouverait annulé dans tous les cas de force majeure reconnus par la législation du travail. Pour les manifestations en plein air, la pluie, l'orage, le vent et la neige ne constituent pas des cas de force majeure.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Article 7 – Réclamation et Litige

Toute contestation ou réclamation ne sera prise en compte que si elle est formulée par écrit et adressée à Maestria Events dans les trois jours qui suivent la manifestation.

Tout litige non réglé à l'amiable sera soumis à la juridiction du siège social de Maestria Events.